



República Bolivariana de Venezuela

Comunicado

Le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela rejette fermement la dernière prolongation de l'ordre exécutif 13962 du 8 mars 2015 par le président des États-Unis d'Amérique, poursuivant ainsi la politique criminelle d'agression contre le peuple vénézuélien par l'imposition illégale de mesures coercitives unilatérales

Le gouvernement bolivarien condamne également l'affirmation infondée selon laquelle le Venezuela représente une sorte de menace contre la nation états-unienne, surtout lorsqu'il est évident que c'est le Venezuela qui a dû faire face à une multiplicité de menaces, chantages, agressions et attaques qui portent atteinte aux droits de l'homme du peuple vénézuélien, violent les normes établies dans le droit international public et constituent un crime contre l'humanité,

Avec cette prolongation de la politique erratique de la Maison Blanche, un gouvernement qui se vante de défendre les droits de l'homme et les principes de la démocratie, ne fait que révéler une fois de plus son caractère autoritaire, cruel et mensonger, son irrespect de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples, et sa condition essentiellement colonialiste qui prétend, par toutes sortes de pressions, soumettre par la force le peuple libre du Venezuela.

Le gouvernement vénézuélien mène ses relations internationales selon les principes de la solidarité entre les peuples et de la diplomatie de paix. Il ne pourra jamais être décrit comme une menace, bien au contraire, ses manifestations d'engagement en faveur de la stabilité régionale, de la résolution pacifique des conflits et en faveur de relations de coopération et de complémentarité sont restées gravées dans la mémoire des peuples.

La souveraineté du Venezuela est inébranlable. Aucune agression, aussi grande soit-elle, ne fera plier la volonté démocratique de son peuple. Son gouvernement constitutionnel, légitime et révolutionnaire espère que les États-Unis renonceront une fois pour toutes à cette politique absurde, pleine d'arrogance et vouée à l'échec, en optant pour une politique civilisée où prévaudront les principes de la diplomatie et du respect mutuel.

Caracas, le 2 de mars 2023